

*Les crédits*

Toutefois, cette année, le budget des programmes visant les besoins essentiels a été réduit de 15 p. 100 et tout indique qu'il y aura d'autres compressions dans l'avenir.

Le gouvernement a aussi réduit le programme d'aide à la remise en état des logements ou PAREL, qui vise à aider les Canadiens à faible revenu. Dans l'ensemble, le gouvernement conservateur a montré qu'il voulait refiler la responsabilité du logement aux provinces et aux municipalités et ne plus s'en occuper.

Fait à remarquer, il explique ce transfert par un manque d'argent. Même le ministre a admis qu'il aurait aimé créer davantage de logements sociaux, mais qu'il manquait d'argent.

Il y a bien sûr assez d'argent quand il s'agit d'augmenter les dépenses militaires par plus de 0,5 milliard de dollars. Il y a assez d'argent pour accroître de 33 millions de dollars le budget de la police secrète, le SCRS. Quand il s'agit d'acheter des fusils pour des hommes blancs, les fonds ne manquent pas. Mais quand il est question du logement pour les femmes à faible revenu et leurs enfants, le Trésor est soudainement vide.

À l'heure actuelle, il reste peut-être 180 millions de dollars pour l'aide au logement. Le gouvernement aurait pu facilement doubler, voire tripler cette somme, s'il avait consacré au logement l'argent qu'il verse au budget militaire, y compris aux fabricants d'armes, une industrie très rentable. Mais ce n'est pas ça la priorité du gouvernement. En fait, l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine a suivi de près les initiatives du gouvernement d'une année à l'autre. Le 21 février dernier, l'Association a fait le commentaire suivant:

Même si le gouvernement soutient dans les documents budgétaires que le financement accordé au logement social a augmenté depuis cinq ans, on constate que les dépenses moyennes consacrées au logement social ont, en pourcentage de l'ensemble des dépenses du gouvernement fédéral en matière de logement, diminué de presque 20 p. 100 dans la deuxième partie de la décennie comparativement aux années 1980-1984.

Le ministre a fait allusion au problème du niveau élevé des taux d'intérêt. S'il estime vraiment que c'est un problème, qu'il en parle donc à son collègue, le ministre des Finances. Ça fait un an que nous lui demandons d'abaisser le loyer de l'argent, mais il se contente de donner la même réponse que ses prédécesseurs. Quand je suis arrivé à la Chambre en 1981, la première question que j'ai posée au gouvernement fut celle de savoir quand il réduirait les taux d'intérêt. Le gouvernement a répondu qu'il maintenait les taux d'intérêt à un niveau élevé afin de lutter contre l'inflation. Neuf ans ont passé, mais

il nous chante encore le même refrain. Resserrer le crédit pour combattre l'inflation, c'est comme faire brûler une maison pour construire d'autres logements. Ça ne donne rien.

Comme l'a déclaré l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine:

Les provinces et les municipalités se voient de plus en plus forcées de verser des fonds d'aide au logement social.

C'est seulement un secteur où le gouvernement fédéral rejette ses responsabilités sur les administrations dont le pouvoir d'imposition est moindre. Il préfère financer les entreprises plus rentables comme celles qui fabriquent des armes.

J'ai mentionné que l'Association des constructeurs de maisons de Toronto nous avait cité quelques statistiques à ce sujet dans son mémoire portant sur la crise du logement. Elle souligne qu'à Toronto, le marché des maisons neuves est en train de s'effondrer. Seulement 85 000 ventes sont prévues en 1990, ce qui représente une baisse de 80 p. 100 par rapport aux 40 869 ventes enregistrées en 1986, année record du cycle actuel. En fait, ce chiffre est inférieur de 63 p. 100 à la moyenne des ventes annuelles dans les années 80.

Certaines personnes qui ne vivent pas à Toronto pensent que tout va très bien là-bas. Elles devraient venir voir les gens qui dorment dans les rues, les escaliers, les autobus et les stations de métro. Ils représentent une partie de ceux qui sont restés en ville.

Il y a deux ou trois ans, les employés de Toronto Hydro ont fait la grève pour une bonne raison. Ils voulaient pouvoir vivre dans la ville qu'ils avait aidé à bâtir et à entretenir. Ils voulaient recevoir une rémunération suffisante pour vivre dans la ville qui bénéficiait de leurs services d'électricité. Ils en avaient assez de voyager une ou deux heures chaque jour pour aller travailler en ville, puis pour retourner vivre dans un endroit moins cher en banlieue. Les autorités municipales ne leur ont pas permis de vivre en ville parce qu'elles ne les payaient pas assez cher pour qu'ils puissent se loger.

Le problème du logement à Toronto est très grave. Le problème ne se rencontre pas uniquement à Toronto, bien sûr, mais, de tout le Canada, c'est à Toronto qu'il est le plus grave.

La majorité des habitants de Toronto ne sont pas propriétaires du logement qu'ils occupent. La majorité des gens y sont locataires, de sorte que nous pourrions examiner le secteur du logement locatif. Une enquête de la SCHL a révélé que dans 14 marchés sur 27, le taux de logements vacants est inférieur à 3 p. 100. La situation